

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur 

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-1288-MRT-2024
SPR/998/2024
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphtha), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués / IEM / cuvettes rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 5,2,1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22,1,1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'IEM (Interprétation Etat des Milieux), dont l'objectif est d'évaluer la compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés, et qui a été prescrite par AP du 02/05/2022, notamment suite à une tierce expertise du BRGM (BRGP, juin 2019) de l'Étude hydrogéologique du site (ANTÉA, déc. 2011) doit être transmise à l'Inspection d'ici le 31/12/2024.

L'objectif de la présente inspection est de faire le point sur son état d'avancement et d'obtenir un état des lieux sur l'étanchéité des cuvettes de rétention et postes de dépotage et de distribution du site.

Une visite sur le terrain d'installations visées par la présente inspection a été réalisée. Elle n'a pas donné lieu à de remarques particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 5,2,1
Thème(s) : Risques chroniques, IEM/ERS
Prescription contrôlée : Dans le but d'évaluer la compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés, l'exploitant réalise une interprétation de l'état des milieux dans le quartier de La Mède. Au regard des résultats de l'interprétation de l'état des milieux, l'exploitant propose les modifications nécessaires à apporter au programme d'autosurveillance. L'interprétation de l'état des milieux et les propositions de l'exploitant sont transmises à l'Inspection des installations classées sous un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. Dans ce même délai, l'exploitant met à jour son étude quantitative des risques sanitaires.
Constats : Un point est fait en salle sur l'état d'avancement de l'IEM (Interprétation de l'Etat des Milieux) qui devait être réalisée au plus tard le 02/05/2024, en application de l'art 5.2.1 de l'AP du 02/05/2022 visé en référence. Pour rappel, cette IEM, dont l'objectif est d'évaluer la compatibilité de l'état des milieux avec les usages constatés, a été prescrite par AP du 02/05/22 suite à la tierce expertise du BRGM (BRGP, juin 2019) de l'Étude hydrogéologique du site (ANTÉA, déc. 2011), dont les conclusions pointaient des réserves sur l'efficacité du voile étanche sur toute sa longueur (plutôt efficace sur secteur A soit la partie ouest de la raffinerie, mais zone D définie comme la plus vulnérable) ; cette étude recommandait la mise en place des investigations complémentaires suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Recensement des usages des nappes en aval du voile étanche sur le village de la Mède• Amélioration des connaissances sur les voies de transfert dans la zone ouest du site Pour répondre aux dispositions de l'AP du 02/05/22 susvisé et aux recommandations du BRGM, l'exploitant a présenté le plan d'action suivant lors d'une réunion avec la DREAL le 24/07/23: <ol style="list-style-type: none">1 Compilation et analyse des données historiques : fin pour octobre 20232 Définition d'un maillage avec mise en place de piézomètres supplémentaires : première série pour fin 20233 Inventaire des usages de la nappe en collaboration avec l'administration et la collectivité : fin 20234 Surveillance synchrone des eaux souterraines : début 20245 Investigations du milieu sol au droit des usages sensibles identifiés hors site : début 20246 Mise à jour de l'étude hydrogéologique (ie. sens d'écoulement des nappes) : printemps 20247 Évaluation de l'exposition des populations (ie. comparaison des résultats des diagnostics avec des valeurs de références) : mi-20248 Remise de l'étude / Présentation des résultats de l'IEM Quartier de la Mède : S2-2024 Ainsi, lors de cette réunion du 24/07/23, l'exploitant proposait de finaliser l'IEM le 31/12/24, avec une demande de report à cette date, validée par la DREAL, de l'échéance fixée au 02/05/24 par l'AP du 02/05/22 susvisé. A la date de l'inspection, les points 1 à 5 du plan d'action ci-dessus ont été réalisés, les points 6 et 7 sont en cours (les prélèvements et analyses chez les puits de riverains volontaires, questionnés en début d'année 2024, seront finalisés durant l'été 2024).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour faire suite à la tierce expertise du BRGM (Amélioration des connaissances sur les voies de transfert dans la zone ouest du site / doute sur l'efficacité du voile sur toute sa longueur), une inspection de l'état du réseau piézométrique et des investigations sur l'état des drains et du voile étanche, et notamment au droit de la zone D, a été réalisée durant le 1^{er} semestre 2024.</p> <p>L'exploitant adressera à l'Inspection les résultats de ces investigations, ainsi que de nouvelles propositions pour être en mesure de caractériser qualitativement l'état de ces dispositifs, sous 15 jours. Elles seront mises en œuvre dans des délais compatibles pour pouvoir être intégrées dans les conclusions de l'étude IEM.</p> <p>Le rapport final de cette IEM comprenant les résultats de toutes les investigations menées (points 1 à 7 ci-dessus, dont la mise à jour de l'étude hydrogéologique et les investigations complémentaires susvisées), sera adressé à l'inspection avant le 31/12/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22,1,1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité des cuvettes de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>« - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10⁻⁸ mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;</p> <p>« - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures.</p> <p>L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.</p> <p>« L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa tierce expertise (BRGP, juin 2019) de l'Étude hydrogéologique du site (ANTÉA, déc. 2011), le BRGM avait recommandé de réaliser des essais d'infiltration dans les colluvions, au droit des remblais des cuvettes de rétention pour caractériser la vitesse d'infiltration verticale. Dans ses conclusions, cette même étude rappelait par ailleurs que l'arrêté préfectoral du 16 mai 2018 indiquait que les réservoirs A307, A308, A501, A502, A503, B012, B013 B014 devront faire l'objet de plusieurs phases de travaux d'étanchéité, d'ici novembre 2030, et recommandait d'ajouter au programme de travaux d'étanchéification les rétentions A151, A303 et A304. Par ailleurs, par arrêté du 23/04/2019, la société TERF a été mise en demeure de respecter la 1^{ère} tranche de son échéancier (2016) qui avait été proposé à l'administration pour rendre conforme les cuvettes de rétention concernées aux dispositions de l'article 22 de l'AM du 03/10/2010 (c'est-à-dire de justifier</p>

de leur étanchéité et de leur surface nette maximale) sous le délai d'un an. Il est à noter que depuis, les bacs A306, A607, A608, A307 et A308 ont été démantelés. Lors de la présente inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un état des lieux sur la conformité des cuvettes de rétention des bacs de LI, poste de dépotage et de distribution aux dispositions de l'art 22 de l'AM du 03/10/2010, avant de statuer sur les éventuelles suites à donner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 30 jours à l'Inspection un état des lieux global de la conformité des cuvettes de rétention des bacs de LI, poste de dépotage et de distribution du site aux dispositions de l'art 22.1.1 et 22.1.2 de l'AM du 03/10/2010, ainsi que les actions en cours et programmées (assorties de leur calendrier de réalisation) pour respecter les dispositions des articles 22.1.1 et 22.5 de l'AM du 03/10/2010.

Cet état des lieux sera accompagné de tous les justificatifs utiles permettant de garantir le respect des dispositions susvisées.

L'état d'avancement des investigations réalisées dans le cadre de l'étude du BRGM (BRGP, juin 2019, et notamment vis-à-vis des cuvettes des bacs A151, A303 et A304, sera précisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours